



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 13/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY

7 avenue Saint Martin
50540 Isigny-le-Buat

Références : 2024-353
Code AIOT : 0005301495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY implanté 7 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat. L'inspection a été annoncée le 19/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE BEURRIERE D'ISIGNY
- 7 avenue Saint Martin 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005301495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société beurrière d'Isigny est un établissement de transformation du lait, qui fabrique du beurre

de la marque Président.

Le site compte environ 150 personnes et réalise régulièrement des travaux de modernisation de l'usine.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	3 mois
3	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection répond à une action régionale 2024 sur les installations électriques déclinée au niveau de la région Normandie. Pour le site d'Isigny le Buat, l'organisation dans le domaine des installations électriques apparaît globalement satisfaisante ; des améliorations restent attendues dans la hiérarchisation du traitement des non conformités et dans la traçabilité du traitement des actions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : D'une façon générale, l'exploitant précise que des audits des biens et de la sécurité des personnes sont réalisés une fois par an, et que des visites internes sont réalisés mensuellement sur le thème de l'incendie. Dans le domaine des installations électriques, une organisation est mise en place sur le site d'Isigny le Buat. Les installations électriques sont contrôlées annuellement par un organisme compétent. Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé en octobre 2023, le prochain contrôle est programmé en octobre 2024. Des rapports Q18 sont réalisés annuellement par un organisme compétent. Le dernier rapport Q18 a été réalisé en octobre 2023, et mentionne un risque d'incendie et/ou d'explosion, qui a fait l'objet d'une action de la part de l'exploitant (voir point n°3). Le prochain contrôle est programmé en octobre 2024. Des rapports Q19 sont réalisés tous les 6 mois par un organisme compétent. Les 2 derniers rapports Q19 datent de novembre 2023 et mai 2024. Ils mentionnaient un risque d'échauffement au niveau de certains équipements, qui ont fait l'objet d'une action de la part de l'exploitant (voir point n°3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...

<p>Constats :</p> <p>Le rapport des installations électriques d'octobre 2023 mentionne des limites d'intervention pour certaines parties d'installations, notamment en p.14 à p.16.</p> <p>L'exploitant précise que, l'installation fonctionnant en continu, il n'y a pas d'arrêt technique planifié sur l'année. Les missions complémentaires évoquées par l'organisme apparaissent complexes à mettre en œuvre pour l'exploitant au vu de l'organisation actuelle.</p> <p>Néanmoins, il est précisé pour le poste de livraison du bâtiment énergie qu'un arrêt technique est réalisé tous les 5 ans. De même, pour le local technique de la pasteurisation, il est précisé que le local a été refait en 2022.</p> <p>L'inspection des installations classées a par ailleurs noté qu'une bonne partie des installations était sous détection et sprinklage ; néanmoins, il convient de vérifier régulièrement l'ensemble des zones pour qu'il n'y ait pas de zones aveugles sur le site durant plusieurs années.</p> <p>L'inspection des installations classées invite l'exploitant à réfléchir à une organisation permettant de contrôler périodiquement l'ensemble des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande sous 3 mois la stratégie pouvant être mise en œuvre à terme sur le site pour contrôler périodiquement les parties d'installations non contrôlées, apparaissant notamment en p14 à p16 du rapport de contrôle d'octobre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné au point n°1 de ce rapport, les installations électriques du site de Isigny le Buat ont fait l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un rapport de vérification des installations électriques d'octobre 2023, mentionnant 64 observations (dont 23 nouvelles). A la date de l'inspection, 20 observations avaient été corrigées, soit un taux d'avancement de 31 % ; - d'un rapport Q18 d'octobre 2023, mentionnant un risque d'incendie et/ou d'explosion. A la date de l'inspection, sur les 8 observations relevées, 6 avaient été levées. L'exploitant était en attente du retour de son assureur pour les 2 observations n°8 et n°9 relatives au déclassement incendie

des locaux chaufferie et ammoniac (passage du statut BE2 : risque incendie important à BE1 : risque d'incendie faible). L'exploitant motive ce déclassement notamment par le fait que ces locaux sont équipés d'une détection incendie et d'un sprinklage ;

- de rapports Q19 de novembre 2023 (1 observation) et de mai 2024 (2 observations). A la date de l'inspection, l'observation du rapport Q19 de novembre 2023 avait été levée, et 1 des 2 observations du rapport Q19 de mai 2024 avait été levée.

Ces non-conformités sont suivies à l'aide d'un logiciel interne, au même titre que les autres non-conformités relevées lors des différentes VGP (visite générale périodique). Le responsable travaux neufs dispose également d'un tableau de suivi Excel.

Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé à date le traitement des non-conformités :

- n°1, relative à une problématique de prise de terre au niveau du poste de livraison du bâtiment énergie, qui avait été levée,
- n°5, relative à l'installation d'un dispositif différentiel de 30 mA au niveau TGBT 1, qui n'avait pas été levée,
- n°7, relative à l'absence d'un tapis isolant au niveau du local TGBT en salle des machines, dont la levée n'a pu être confirmée en séance,
- n°16, relative à des câbles inutilisés sous tension au niveau des quais, dont la levée n'a pu être confirmée en séance,
- n°28, relative à des câbles inutilisés sous tension au niveau d'un ancien atelier de la beurrerie, qui avait été levée,
- n°34, relative à des câbles inutilisés sous tension au niveau d'un atelier de fractionnement au niveau de la beurrerie, dont la levée n'a pu être confirmée en séance.

L'inspection note que les observations issues des rapports Q18 et Q19 sont globalement traitées de manière réactive par l'exploitant ; pour ce qui est du reste des observations, une interrogation subsiste sur la hiérarchisation du traitement fait en interne. Par ailleurs, la formalisation du traitement des observations apparaît à ce stade également perfectible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande sous 3 mois les modifications visant d'une part, à améliorer la hiérarchisation du traitement des non-conformités, et d'autre part à améliorer la traçabilité du traitement des non-conformités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R.

557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

En matière de zonages ATEX, l'exploitant précise avoir réalisé trois études :

- pour le local de charges,
- pour le local éther du laboratoire,
- pour le local chaufferie.

Ces différentes études n'ont pas conduit à identifier de zones ATEX au sein de l'établissement.

Compte tenu de la doctrine nationale du groupe Lactalis (avec une priorité donnée aux sites utilisant de la poudre - ce qui n'est pas le cas du site d'Isigny le Buat), la réalisation du DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions) est prévue pour 2025.

L'inspection des installations classées note l'observation "non fourni" pour les notices de matériels installés dans des emplacements à risque d'explosion en p14 du rapport de vérification des installations électriques d'octobre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande :

- sous 3 mois, la transmission des 3 études précitées ;
- sous 9 mois, le DRPCE pour le site d'Isigny le Buat.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

Une visite partielle des installations a été réalisée.

A l'issue de cette visite, l'inspection des installations classées retient notamment :

- qu'il n'a pas été constaté de stockage de matières combustibles à proximité des bâtiments industriels ;
- que le local de charges des charriots est en parpaings (coupe feu) avec une porte coupe feu. Le local n'est pas classé ATEX. Il est ventilé naturellement (par des grilles). Un sprinklage est présent dans le local ;
- que la réserve en eau est en béton, partiellement enterrée, avec un volume disponible de 600m³. L'inspection des installations classées recommande, en cas d'intervention des services d'incendie et de secours, d'afficher le volume disponible de la bâche en local et de renforcer la matérialisation au sol de l'interdiction de stationner à proximité ;
- que le nouveau bâtiment NEP est en cours de construction ;
- que le bâtiment énergie a fait l'objet d'une rénovation importante (avec 2 transformateurs neufs de 2000kVA) et que le local de production de froid a été entièrement renové.

Type de suites proposées : Sans suite